

International

LA RECOMPOSITION DU CHAVISME APRÈS MADURO

Guillermo Miguelena, Maya Laurens

25/03/2026

L'arrestation de Nicolás Maduro le 3 janvier dernier a marqué une rupture majeure dans la crise politique vénézuélienne, sans pour autant ouvrir automatiquement la voie à une transition démocratique. Selon Guillermo Miguelena, directeur de l'Instituto Progresista, le pays est entré dans une phase de recomposition du pouvoir où les différentes factions du chavisme cherchent à préserver leurs positions tout en s'adaptant à un nouvel équilibre interne et international. Dans ce contexte incertain, l'avenir du Venezuela dépendra autant de l'évolution du régime que de la capacité des forces démocratiques à surmonter leurs divisions et à faire de l'ouverture actuelle une véritable transformation institutionnelle.

*Issu de la gauche vénézuélienne et actuellement en exil à Bogotá, **Guillermo Miguelena** est analyste politique et directeur de l'Instituto Progresista, un centre de réflexion vénézuélien apaisant engagé dans l'analyse indépendante de la vie politique et dans la promotion des valeurs démocratiques. À travers ses travaux, l'institut développe des recherches et des propositions sur les transformations politiques, économiques et sociales du Venezuela. Il est interrogé par **Maya Laurens**, chargée de projets au sein du secteur international de la Fondation Jean-Jaurès.*

Les propos exprimés ici n'engagent que leur auteur.

Maya Laurens : Le 3 janvier, lorsque l'on annonce que Nicolás Maduro est arrêté par les forces américaines après une intervention très rapide, quelle a été votre réaction ? Était-ce une surprise ?

Guillermo Miguelena : Nous savions qu'il y avait une présence militaire américaine dans les Caraïbes, mais nous pensions qu'il s'agissait surtout d'un dispositif de pression symbolique sur le gouvernement. L'opération a donc constitué une surprise. Au-delà du choc que représente toute intervention de cette nature, il nous a semblé immédiatement que cet épisode ne pouvait pas être lu isolément : il est l'aboutissement d'une crise politique plus longue produite par le régime lui-même. Après l'élection du 28 juillet 2024, la souveraineté populaire exprimée dans les urnes n'a pas

été reconnue, alors même que l'opposition avait démontré sa victoire. Dans ces conditions, le débat sur la souveraineté ne peut pas être dissocié de la rupture préalable de la légitimité démocratique interne. L'image de la détention de Nicolás Maduro et de Cilia Flores a eu une portée symbolique très forte, parce qu'elle a rompu, au moins partiellement, l'idée d'une impunité absolue au sommet de l'État. Mais très vite, nous avons aussi observé que la chute de la figure centrale du pouvoir ne signifiait pas automatiquement l'ouverture d'une transition démocratique. Plusieurs signaux indiquaient que l'appareil politique, militaire et institutionnel restait en place et cherchait déjà à se réorganiser.

À Caracas et dans l'ensemble du pays, l'émotion dominante était-elle la joie ?

Oui, il y a eu une forme de soulagement et même de joie, mais elle s'est exprimée dans un cadre de grande incertitude. L'absence de mobilisation massive dans les rues ne doit pas être interprétée comme une absence de soutien à l'événement. Elle traduit plutôt la prudence d'une société qui, après des années de répression, a intégré les coûts potentiels de toute exposition publique. La population a réagi de façon contenue, souvent dans l'espace privé. Cependant, peu à peu, cette dynamique a commencé à changer : le 12 mars 2026, des mouvements syndicaux et des corporations sont retournés dans les rues dans plusieurs villes du pays, y compris Caracas, pour exiger des améliorations salariales et présenter leurs revendications devant l'Assemblée nationale. Ce type de mobilisations suggère que la peur commence à se briser progressivement. L'arrestation de Nicolás Maduro et de Cilia Flores a donc produit un effet politique réel, mais sans déboucher sur une dynamique populaire visible de rupture, précisément parce que personne ne savait quel type d'ordre allait émerger ensuite ni quels secteurs du pouvoir conservaient encore l'initiative.

La question de la souveraineté reste-t-elle centrale dans l'opinion publique ?

Il faut probablement commencer par réexaminer ce que signifie aujourd'hui le concept de souveraineté pour le Venezuela. Oui, il y a eu violation de l'espace aérien et intervention extérieure. Mais réduire la souveraineté à cette seule dimension militaire serait insuffisant. Dans le même temps, le pays est engagé dans une redéfinition de son cadre énergétique et institutionnel. C'est la colonne vertébrale de tout gouvernement vénézuélien : la capacité de faire usage et de jouir de ses ressources naturelles. La réforme de la loi sur les hydrocarbures montre que les décisions stratégiques sur ces ressources peuvent désormais être déplacées hors des mécanismes classiques de contrôle démocratique, notamment parlementaire. Dans un pays où le pétrole structure l'État et l'économie, la souveraineté se mesure aussi à la capacité des institutions nationales à contrôler les ressources et les contrats. La question n'est donc pas seulement de savoir si la souveraineté territoriale a été violée pendant quelques heures, mais aussi de

déterminer qui décide aujourd'hui de l'exploitation des ressources du pays et dans quel cadre institutionnel. De quelle souveraineté parlons-nous exactement ?

En Europe, les réactions à l'arrestation de Maduro semblent très divisées. Une partie de la gauche dénonce une ingérence américaine, tandis que la droite se réjouit de la fin du régime. Comment réagissez-vous face à ces deux positions ?

Notre institut a un travail pédagogique : expliquer que le gouvernement, le régime de Nicolás Maduro, n'est pas un régime de gauche. Nous essayons de lutter contre le soutien tacite et souvent peu questionné que la gauche européenne et une partie de la gauche internationale continuent d'apporter au gouvernement de Nicolás Maduro simplement parce qu'il tient un discours anti-impérialiste ou anti-américain. Notre travail consiste à expliquer que, au Venezuela, aucun des points de l'agenda progressiste mondial n'a réellement avancé. Il s'agit au contraire d'un gouvernement profondément conservateur, dominé par les militaires, avec une vision très traditionnelle de la famille, de la propriété et de l'ordre social. Il nous a coûté énormément d'efforts de faire comprendre à une partie de la gauche européenne et latino-américaine qu'il ne pouvait pas y avoir ce soutien aveugle au gouvernement de Nicolás Maduro. Une fois que nous parvenons à être entendus et compris, certaines personnes peuvent commencer à modifier leur perception. Ce n'est pas toujours le cas, mais nous avons réussi à amener certains acteurs à adopter une position non pas totalement différente, mais au moins plus critique et plus réflexive vis-à-vis de leur soutien au régime. Évidemment, aujourd'hui, avec une figure comme Donald Trump, il devient beaucoup plus difficile pour nous de maintenir ce discours. Mais nous constatons aussi qu'il existe davantage de points communs entre le chavisme et l'administration Trump que ce que beaucoup imaginaient. Avec le temps, cela finira par apparaître plus clairement : le régime chaviste n'a jamais été un régime de gauche. Sur le plan discursif, il se présente comme très anti-impérialiste. Mais dans la pratique, pendant ces vingt-cinq à vingt-sept années de gouvernement de cette tendance, le Venezuela n'a jamais cessé d'être un partenaire commercial des États-Unis. Au niveau du discours, on parlait de « ne plus vendre de pétrole aux États-Unis », mais, en réalité, la vente directe de pétrole vénézuélien vers le marché américain n'a jamais été interrompue. Les États-Unis ont toujours été notre principal partenaire commercial¹. Il existe aussi une réalité géographique et industrielle : les raffineries américaines sont conçues pour traiter le pétrole extra-lourd vénézuélien. Il était donc très difficile de couper complètement cette relation.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Vous critiquez l'absence de réaction internationale après l'élection de 2024. Mais le droit international repose sur le principe de non-ingérence. Comment concilier ce principe avec la protection d'un peuple face à un régime autoritaire ?

La communauté internationale a demandé à l'opposition vénézuélienne de suivre la voie démocratique classique : dialoguer avec le gouvernement, négocier, s'unifier et présenter un candidat unique face au candidat du régime chaviste, puis participer aux élections. L'opposition a suivi cette séquence. Elle s'est organisée, a présenté un candidat unique, a participé au scrutin et a défendu les votes, démontrant sa victoire. Pourtant, Nicolás Maduro a décidé unilatéralement de se proclamer vainqueur. Aucune preuve électorale n'a été présentée ; la décision a simplement été ratifiée par le Tribunal suprême de justice. Dans le système institutionnel vénézuélien, la Constitution prévoit cinq pouvoirs publics – exécutif, législatif, judiciaire, électoral et citoyen –, une architecture institutionnelle singulière introduite par la Constitution de 1999. En pratique, cependant, ces institutions fonctionnent largement dans la même ligne politique que l'exécutif, ce qui limite fortement la séparation des pouvoirs. Le Tribunal suprême de justice et sa chambre constitutionnelle ont ainsi validé la victoire de Maduro sans produire d'éléments probants. La réaction internationale est restée limitée : l'Union européenne a exprimé des critiques, certains États ont suspendu leurs relations diplomatiques tandis que d'autres ont choisi de les maintenir pour des raisons d'intérêt. Pour une grande partie de l'opposition vénézuélienne, le sentiment a donc été celui d'un isolement politique : après avoir respecté toutes les étapes de la procédure démocratique demandée par la communauté internationale, elle s'est retrouvée sans soutien décisif face à un appareil institutionnel contrôlé par l'exécutif. Cette situation est d'autant plus problématique que la procédure judiciaire engagée aux États-Unis contre Nicolás Maduro repose principalement sur des accusations de narcotrafic, et non sur les violations des droits humains ou les atteintes à l'ordre démocratique qui constituent pourtant le cœur de la crise vénézuélienne. Ce qui nous inquiète aussi, c'est que, avec le temps, cette narration puisse s'effondrer et finir par renforcer le chavisme. Ce que nous voulons, en tant que démocrates, c'est que toutes les conditions soient rétablies pour que le Venezuela puisse être un pays libre. La question n'est pas seulement idéologique ; il s'agit surtout de savoir si tout le monde peut participer à la vie politique. Or, aujourd'hui, malgré tous les changements qui ont eu lieu, nous ne voyons pas cela. Il n'y a aucun signe indiquant qu'une transition démocratique soit réellement en cours.

Vous parlez d'une tutelle politique étasunienne. Pensez-vous qu'il y aura une transition politique

dans les prochains mois ?

Depuis le 3 janvier 2026, le Venezuela est entré dans une phase de transition politique ouverte. L'extraction de Nicolás Maduro vers les États-Unis a modifié l'équilibre du pouvoir et ouvert une nouvelle dynamique sous forte pression et supervision nord-américaine. La libération partielle de prisonniers politiques, la promulgation d'une loi d'amnistie et la réactivation limitée de certains espaces civiques indiquent que le système politique a commencé à bouger. Mais cela ne signifie pas que la démocratisation est acquise. L'appareil d'État et l'institution militaire n'ont pas disparu ; ils cherchent à se repositionner. Nous sommes donc dans une transition disputée. Deux trajectoires apparaissent possibles. La première serait une réorganisation pragmatique du régime : stabilisation économique, accords énergétiques avec les États-Unis et réformes limitées sans transformation du noyau du pouvoir, ce qui produirait un autoritarisme reconfiguré. Une amélioration économique partielle est possible, notamment par l'injection de capitaux dans le secteur pétrolier ou certaines industries, ce qui pourrait atténuer la crise sociale et donner l'impression d'une normalisation. L'économie vénézuélienne reste cependant profondément fragilisée : salaires très bas, coût de la vie élevé et dollarisation *de facto* des échanges, une grande partie des transactions étant désormais réalisées en dollars ou *via* des comptes bancaires à l'étranger pour contourner les contraintes internes. Dans ce scénario, une amélioration économique pourrait coexister avec un maintien du contrôle politique. La seconde trajectoire serait celle d'un retour démocratique réel, impliquant une réinstitutionnalisation de l'État, des accords politiques larges et l'organisation d'élections libres et vérifiables. Or, à ce stade, les signes restent limités. Les espaces démocratiques continuent de se réduire : partis politiques poursuivis ou interdits, prisonniers politiques, médias indépendants sous pression et acteurs politiques exposés à des représailles différées. La répression touche également le mouvement syndical, avec plusieurs dizaines de dirigeants arrêtés et certains cas de disparition forcée, notamment au sein de la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV), une organisation syndicale historique. Dans ce contexte, la participation politique reste profondément contrainte, ce qui alimente le scepticisme d'une partie de l'opposition quant à la possibilité d'une transition démocratique véritable à court terme.

L'arrestation de Maduro a-t-elle provoqué une réorganisation interne du pouvoir ?

Oui. Tout indique que nous sommes face moins à un effondrement qu'à un processus de réagencement. L'armée a mis presque une journée à réagir à l'opération américaine, ce qui suggère une phase d'ajustement entre différentes factions du pouvoir. Plusieurs mouvements institutionnels montrent que le chavisme cherche à administrer le changement sans abandonner le contrôle. La démission de Tarek William Saab du ministère public, puis sa nomination comme

défenseur du peuple par intérim ressemblent davantage à une redistribution interne des positions qu'à une réforme réelle. C'est une forme d'« enroque » institutionnel : les postes changent, mais la structure du pouvoir reste intacte. On observe une logique similaire dans le domaine économique. L'opérateur Alex Saab avait longtemps été lié au réseau de Tareck El Aissami, ancien vice-président et ministre du Pétrole, devenu une figure centrale des circuits financiers du régime avant sa chute en disgrâce lors des enquêtes sur PDVSA². Après l'éviction d'El Aissami, ces réseaux ont été progressivement réorganisés. Saab, pourtant nommé ministre du Commerce extérieur après sa libération des États-Unis, a lui aussi été marginalisé lors des dernières restructurations gouvernementales. Cela illustre la manière dont les équilibres économiques du chavisme sont régulièrement recomposés en fonction des luttes internes entre factions du pouvoir.

Dans ce contexte, la redistribution du pouvoir semble s'organiser autour de deux pôles principaux. D'un côté, les frères et sœurs Rodríguez – Jorge Rodríguez, qui a dirigé la délégation du gouvernement lors des négociations politiques, et Delcy Rodríguez, chargée de la gestion économique et de la construction d'un nouveau réseau d'acteurs économiques proches du pouvoir. Les deux semblent suivre une stratégie reposant étroitement sur l'utilisation de la Constitution vénézuélienne. L'objectif est de donner à chaque décision un fondement juridique – pas nécessairement légitime, mais formellement légal – afin de pouvoir la défendre dans l'arène politique et institutionnelle. Les décisions du pouvoir cherchent ainsi systématiquement l'aval du Tribunal suprême de justice et celui du Parlement, ce qui permet d'éviter l'image d'une décision arbitraire. De l'autre côté, le pôle militaro-politique associé à Diosdado Cabello. La nomination du général Gustavo González López, ancien directeur du SEBIN³ et figure sanctionnée pour violations des droits humains, constitue à cet égard un signal important : elle suggère que Cabello conserve une influence significative dans l'appareil sécuritaire. Mais cette recomposition ne se fait pas de manière arbitraire.

Selon cette logique, la narration officielle maintient que Nicolás Maduro reste le président en exercice. L'argument repose sur une interprétation constitutionnelle : si l'on considère que son mandat a commencé en 2025, il resterait encore deux ans avant d'atteindre la moitié de la période présidentielle. Or, la Constitution prévoit qu'en cas d'« absence absolue » du président avant ce seuil, le vice-président dispose de trente jours pour convoquer une élection. Mais ces trente jours ne signifient pas nécessairement que l'élection doit être organisée immédiatement ; ils peuvent simplement servir à annoncer la date du scrutin à venir. C'est pourquoi les porte-parole du pouvoir continuent d'affirmer qu'il n'y a pas d'« absence absolue », mais que Nicolás Maduro aurait été « enlevé » et pourrait revenir. Les communications officielles continuent ainsi d'être formulées « au nom du président Nicolás Maduro », ce qui permet de maintenir l'unité interne du régime et de gagner du temps.

L'enjeu stratégique serait alors de tenir au moins deux ans, ce qui coïnciderait avec la durée restante du mandat de Donald Trump. Dans ce scénario, le pouvoir pourrait chercher à stabiliser l'économie, notamment grâce aux revenus énergétiques et aux investissements liés au secteur pétrolier, afin d'améliorer les conditions économiques et de restaurer une certaine popularité. À terme, le régime pourrait chercher à organiser des élections qu'il serait en mesure de remporter, ce qui lui permettrait de rétablir une apparence de légitimité démocratique. C'est précisément le risque que soulignent certains analystes de l'opposition : la possibilité d'une recomposition autoritaire capable de se présenter, à terme, comme un pouvoir issu d'un processus électoral formellement démocratique.

Y a-t-il donc un impact de l'extradition du couple présidentiel au sein des forces du chavisme ?

Je pense même qu'il y a probablement eu une forme de complicité interne, de trahison ou de collaboration de la part de certains acteurs vénézuéliens avec les États-Unis. Plusieurs signaux nous amènent à le penser. La réaction des forces armées a été très tardive : elles ont mis presque une journée à s'exprimer. Il y a eu un silence très nerveux, ce qui n'est pas la réaction habituelle lorsqu'un pays estime que son espace aérien et sa souveraineté ont été violés.

De plus, les pertes militaires vénézuéliennes ne semblent pas avoir eu lieu au combat. Les soldats qui sont morts l'ont été à la suite d'accidents – l'effondrement d'un mur, l'explosion d'un véhicule – mais il n'y a pas eu de morts au combat. Cela attire l'attention.

Il y a aussi l'attitude de Nicolás Maduro Guerra, le fils de Nicolás Maduro, et celle des fils de Cilia Flores. Jusqu'ici, ils avaient toujours maintenu un profil très discret dans la vie publique. Or, ils ont dû apparaître publiquement et s'asseoir aux côtés de Delcy Rodríguez afin de montrer une image d'unité du pouvoir. Les fils de Cilia Flores sont de jeunes entrepreneurs qui exercent une influence importante dans certains secteurs économiques, et leur présence semble aussi indiquer que leurs intérêts économiques continueront d'être protégés.

Un autre élément suggérant l'existence d'un accord entre certains secteurs militaires vénézuéliens et cette opération concerne l'Arco Minero, une vaste région du sud du pays où se trouvent d'importantes réserves de diamants, d'or, de coltan et d'autres minerais stratégiques. Cette zone n'avait jamais été mentionnée au départ dans les discussions ni par les États-Unis ni par l'administration dirigée aujourd'hui par Delcy Rodríguez, ce qui était particulièrement frappant dans un contexte où Washington cherche à sécuriser l'accès aux terres rares.

Cependant, après la reconnaissance par Washington de la direction de Delcy Rodríguez, la question

minière est entrée explicitement à l'ordre du jour des négociations, incluant des réunions avec le secrétaire à l'Intérieur des États-Unis en présence de Diosdado Cabello. Cela suggère que des secteurs militaires vénézuéliens ont participé directement à ces négociations avec l'administration Trump. Pour moi, cela indique qu'un accord a pu exister : les forces armées conserveraient le contrôle de ce secteur stratégique (l'Arco Minero) et collaboreraient en échange à ce processus de réorganisation politique.

Aujourd'hui, le Venezuela ressemble presque à une grande hacienda où chaque groupe de pouvoir contrôle un secteur économique spécifique, le développe et respecte les zones d'influence des autres.

Dans ce contexte, les différentes factions du pouvoir semblent avoir trouvé une forme d'équilibre. Leur objectif commun reste avant tout de se maintenir au pouvoir. Pour une figure comme Diosdado Cabello, plusieurs scénarios existent. Le premier serait une radicalisation et une tentative de prise de pouvoir par la force, mais cela ne semble pas être l'option la plus probable. Le second scénario tient au fait qu'il sait qu'il pourrait, à tout moment, être livré aux États-Unis ou à d'autres acteurs internationaux pour répondre d'accusations de violations des droits humains. Cela crée une situation de tension permanente, dans laquelle il doit constamment se méfier d'une éventuelle trahison. Le troisième scénario, et sans doute le plus réaliste, consiste simplement à rester dans la position qu'il occupe aujourd'hui et à préserver cet équilibre interne entre factions. Dans ce cas, cette configuration pourrait se prolonger pendant des années.

Pour nous, en tant que démocrates et opposants vénézuéliens, aucun de ces scénarios n'est favorable.

En dépit de l'extradition du couple Maduro-Flores à la tête d'un régime très personnifié, les forces chavistes restent donc majoritairement en place. Peut-on parler de fin de l'impunité ?

Pas encore. Depuis vingt-sept ans, le système judiciaire vénézuélien ne fonctionne plus comme un véritable État de droit. Les violations des droits humains, les détentions arbitraires et les disparitions forcées ont été largement traitées dans un cadre d'impunité. L'arrestation de Nicolás Maduro modifie en partie cette perception, parce qu'elle montre que même le sommet du pouvoir peut être exposé à une forme de responsabilité. Mais il existe une limite importante : Maduro est inculpé aux États-Unis principalement pour narco-terrorisme et trafic de cocaïne, et non pour les violations des droits humains qui constituent pourtant le cœur de la crise politique vénézuélienne. Il existe donc un décalage entre les accusations judiciaires et la nature des crimes dénoncés par la société vénézuélienne.

Par ailleurs, l'appareil répressif du régime n'a pas disparu. Des figures associées aux violations des droits humains conservent une influence au sein du pouvoir. Certaines personnalités, comme Diosdado Cabello, pourraient être progressivement écartées si elles deviennent politiquement encombrantes pour l'administration de Delcy Rodríguez, voire abandonnées à la justice internationale.

Une véritable fin de l'impunité supposerait un processus de justice transitionnelle, avec des mécanismes de vérité, de réparation pour les victimes et de réforme institutionnelle. Or, les signaux en ce sens restent limités. Des prisonniers politiques ont certes été libérés ces derniers mois – plus de 600 libérations ont été annoncées depuis janvier dernier – mais souvent au compte-gouttes et sous forme d'excarcérations⁴ conditionnelles, tandis que plusieurs centaines de détenus resteraient incarcérés.

La libération de prisonniers est-elle un signe d'ouverture ?

C'est un signal, mais il doit être interprété avec prudence. Le gouvernement affirme avoir excarcéré moins de 400 prisonniers politiques, mais les ONG n'en ont confirmé qu'environ 280. Il ne s'agit pas de libérations à proprement parler : les personnes sont excarcérées, c'est-à-dire sorties de prison tout en restant sous contrôle judiciaire et soumises à des obligations de présentation régulière devant les tribunaux. Les dossiers ne sont pas clos et les poursuites restent ouvertes. En parallèle, environ 700 personnes resteraient détenues et 52 sont portées disparues, ce qui constitue juridiquement des cas de disparition forcée. Les ONG soulignent également que certaines familles n'avaient jamais dénoncé publiquement l'arrestation de leurs proches, souvent parce qu'on leur avait conseillé de garder le silence afin d'accélérer la procédure. Le nombre réel de détenus pourrait donc être supérieur aux estimations actuelles. Dans ce contexte, la question des prisonniers politiques demeure un instrument de gestion politique du pouvoir : les excarcérations se font au compte-gouttes et peuvent refléter les équilibres internes entre les différentes factions du chavisme, chacune contrôlant ses propres dossiers. Dans ces conditions, de nombreux acteurs politiques continuent de considérer que les garanties nécessaires à un retour au pays ne sont pas réunies. C'est aussi mon cas : tant que ces conditions n'existent pas, je préfère rester à l'étranger plutôt que de prendre le risque de rentrer au Venezuela.

La transition vénézuélienne doit être pensée comme un processus et non comme un événement. Les transitions sont longues, incertaines et traversées par des rapports de force. La question centrale concerne aussi la capacité du camp démocratique à se structurer. L'opposition n'est pas un bloc homogène. Il existe un pôle disposant d'une forte légitimité électorale autour de María Corina Machado et des partis de la Plateforme unitaire. Parallèlement, certains acteurs continuent

d'agir depuis les espaces institutionnels encore existants, comme la *fracción Libertad* à l'Assemblée nationale, où des figures comme Henrique Capriles ou Stalin González tentent de peser sur les cadres juridiques de la transition. À cela s'ajoutent les organisations de la société civile, les syndicats, les comités de victimes et la diaspora, qui jouent un rôle croissant dans la pression démocratique. Cette pluralité d'acteurs peut être une force, mais elle peut aussi devenir un facteur de fragmentation si elle n'est pas articulée autour d'une stratégie commune. Le pouvoir cherche aujourd'hui à transformer l'ouverture contrainte en stabilisation autoritaire adaptée, tandis que les forces démocratiques doivent tenter de faire de cette ouverture limitée une véritable transformation institutionnelle.

1. Le Venezuela est un pays qui exporte principalement du pétrole brut, mais également du coke de pétrole, des dérivés d'alcools acycliques, de l'or et de la ferraille. En 2024, ses principaux destinataires sont les États-Unis (6,3 milliards de dollars), l'Inde (2,04 milliards de dollars), la Chine (1,6 milliard de dollars), l'Espagne (1,45 milliard de dollars) et le Brésil (472 millions de dollars) (données : [OEC](#)).
2. PDVSA (Petroleos de Venezuela SA) est une société de l'industrie pétrolière appartenant à l'État du Venezuela.
3. Le Service national de renseignement bolivarien (SEBIN) est le service de renseignements vénézuélien créé par Hugo Chavez en 2010, situé à Caracas.
4. Sortie de prison sans annulation de la procédure judiciaire.